

Questions orales

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LA RÉDUCTION DES IMPORTATIONS DE PÉTROLE—L'INCIDENCE SUR LES PRIX À L'ÉNERGIE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre qui était très agressif l'automne dernier lorsqu'on abordait le domaine des affaires étrangères. Il est beaucoup plus calme maintenant.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: A la conférence au sommet qui s'est tenue à Tokyo en juin 1979, à laquelle le premier ministre n'était pas...

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: ... le véritable premier ministre s'était engagé à ce que le Canada ramène le taux de croissance annuelle moyenne de sa consommation de pétrole à 1 p. 100 pour la fin de 1985, ce qui aurait eu pour conséquence d'abaisser le volume des importations de pétrole de 50,000 barils par jour. Il n'était pas question d'entente sur le prix du pétrole.

Le premier ministre peut-il nous dire s'il compte respecter cet engagement. Dans l'affirmative, comment envisage-t-il de s'y prendre compte tenu de la politique pétrolière qu'il a annoncée pendant la campagne électorale?

[Français]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député sait certainement qu'au prochain sommet de Venise cette question de l'énergie sera discutée très longuement et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et moi-même sommes en train de préparer la position canadienne à ce sujet.

[Traduction]

M. Crosbie: Madame le Président, j'ai demandé au premier ministre s'il respectera l'engagement que le Canada a pris au sommet économique de juin dernier lorsqu'il a annoncé son intention de réduire nos importations de pétrole d'ici 1985.

Le premier ministre est-il en train de nous dire qu'il n'honorera pas cet engagement et que lui et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources vont prendre des engagements différents? De plus, qu'est-ce que le premier ministre a l'intention de faire au sujet des milliers d'Américains qui viennent acheter de l'essence au Canada et qui réalisent ainsi une économie de \$17.40 le baril grâce aux subventions payées par les contribuables canadiens? Quand va-t-il intervenir? J'aimerais qu'il réponde à ces deux questions. Quelle est sa politique?

[Français]

M. Trudeau: Madame le Président, le député sait fort bien que le gouvernement actuel ne veut pas promettre de répéter toutes les promesses que le gouvernement précédent a faites ici et là. Le gouvernement Clark lui-même, on le sait bien, a dû changer d'idée au sujet de plusieurs de ses promesses. Jérusalem en est un exemple.

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LES FONDS NÉCESSAIRES À LA MISE EN VALEUR DES ÉLÉVATEURS À GRAINS DU PORT DE RIDLEY ISLAND À PRINCE-RUPERT (C.-B.)

M. Jim Fulton (Skeena): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Je tiens d'abord à le féliciter de sa nomination. Le ministre peut-il assurer à la Chambre et aux Canadiens de l'Ouest que les fonds d'infrastructure nécessaires à la mise en valeur des élévateurs à grains du port de Ridley Island à Prince-Rupert seront fournis à des taux d'intérêts acceptables de manière à permettre le début immédiat des travaux et à lever tout le doute que suscite actuellement cette affaire?

Le ministre se rend compte, j'en suis certain, que les agriculteurs et les producteurs céréaliers de l'Ouest attachent à ces travaux une importance cruciale parce que chaque jour de retard leur coûte, ainsi qu'aux contribuables canadiens, des millions de dollars.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Oui, madame le Président, je peux donner cette assurance au député. Mon généreux prédécesseur avait engagé 42 millions et demi à cette fin. Cependant, comme tout le monde le sait, une partie de ces fonds devait être fournie par les gouvernements de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. J'ai dû m'assurer que ces derniers étaient toujours disposés à participer au projet et ils le sont.

M. Hnatyshyn: Et la Saskatchewan?

M. Pepin: Soit dit en passant, j'ai invité la Saskatchewan, avec le plus de bienveillance possible, à considérer la possibilité d'apporter une contribution similaire. La question du quai n'ayant jamais été résolue, et c'est vrai je pense, j'ai informé le consortium que le quai serait construit selon une formule de recouvrement des fonds.

On peut donc constater que je tâche de tout remettre en ordre. Je suis convaincu que le projet se réalisera et je fais tous les efforts voulus à cette fin.

M. Fulton: Peut-être le ministre pourrait-il nous dire sans équivoque si oui ou non les fonds nécessaires aux travaux d'infrastructure seront alloués d'ici la fin du mois.

M. Pepin: Oui, madame le Président.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RATIFICATION DU TRAITÉ CANADO-AMÉRICAIN SUR LES PÊCHES

L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Madame le Président, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'adresserai ma question au premier ministre. Étant donné les bruits très inquiétants émanant de Washington selon lesquels le Sénat américain pourrait ne pas ratifier le traité canado-américain sur les pêcheries qui revêt une si grande importance pour les provinces de l'Atlantique, et étant donné que des membres influents du Congrès américain de même que le sénateur Church, président du comité sénatorial des relations étrangères, semblaient disposés il y a deux mois à en approuver la ratification, je voudrais demander au premier ministre quelles mesures a prises le gouvernement pour profiter de la bonne volonté qui existait alors à cet égard, afin de